

## Le Monde

## Nom de la source

Le Monde (site web)

## Type de source

Presse • Presse Web

## Périodicité

Quotidien

## Couverture géographique

Internationale

## Provenance

France

Mercredi 22 avril 2020 • 07:00 UTC +0200

Le Monde (site web) • 1005 mots

## « La proposition des « coronabonds » vire au chantage sous couvert de générosité et de bon sens économique »

Nicolas Leron

Le politiste Nicolas Leron critique, dans une tribune au « Monde », la volonté française d'imposer à l'Europe du Nord des « eurobonds » et suggère de lutter plutôt pour la création d'un impôt européen.

Tribune. La proposition des « coronabonds » défendue si âprement par la France semble une version actualisée d'un même scénario qui se répète au gré des crises européennes. Crise des dettes souveraines, crise des réfugiés, crise du changement climatique et aujourd'hui crise pandémique due au coronavirus, à chaque fois se rejoue le même débat sur la (non) solidarité de l'Europe du Nord vis-à-vis de l'Europe du Sud.

Cette répétition qui débouche systématiquement sur une impasse devrait mettre la puce à l'oreille aux dirigeants français et les inciter à adopter une compréhension renouvelée de ce qui se joue au travers de cette dialectique – et plus fondamentalement de ce qui n'est jamais joué.

Le camp de la solidarité, France en tête, ne jure que par la mutualisation de l'endettement au travers de l'instrument privilégié des eurobonds (ou euro-obligations). Assurée de sa raison macroéconomique (« vos excédents sont nos déficits », « vous bénéficiez d'un euro sous-évalué quand celui-ci est surévalué pour nous », « la mutualisation permet à

tous de bénéficier de taux bas et de démultiplier ensemble nos capacités d'emprunt »), il somme l'Europe du Nord de sortir de son égoïsme de courte vue, coupable de mettre en danger la construction européenne.

Ce à quoi l'Europe du Nord a beau jeu d'opposer le risque d'aléa moral : le « pas-de-solidarité-sans-responsabilité » venant ainsi neutraliser le « pas-de-responsabilité-sans-solidarité ». Mais avec la crise sanitaire, l'Europe du Sud accroît ses exigences : la solidarité tout de suite et sans contrepartie. L'accusation elle-même se durcit : le refus de l'Europe du Nord ne relève plus simplement de l'égoïsme, mais de la quasi-infamie.

### Ultime et vaine tentative

C'est ainsi que la proposition des coronabonds vire au chantage sous couvert de générosité et de bon sens économique. Car il s'agit bien de chantage lorsqu'on tente d'imposer quelque chose à quelqu'un qui n'en veut pas, en l'occurrence non seulement les dirigeants, mais les peuples de l'Europe du Nord.

Imagine-t-on la France devoir céder à la

© 2020 SA Le Monde. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 23 avril 2020 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200422-LMF-6037382\_3232



demande insistante du reste de l'Europe de partager son siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies, ou de mutualiser son outil de dissuasion, au nom de la menace géostratégique commune ? Et quand bien même la France parviendrait-elle à tordre le bras de l'Allemagne et des Pays-Bas, qu'aura-t-on gagné avec l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite dans ces pays ? Il ne saurait y avoir de salut collectif possible lorsque les peuples voient leur choix démocratique forcé au nom d'une raison supérieure édictée par le voisin.

Plus fondamentalement, les coronabonds constituent l'ultime et vaine tentative de sauver l'Europe tout en restant dans le cadre de la coopération interétatique. Car à y regarder de près, il n'y a rien de proprement européen dans la mutualisation de l'endettement qui en bout de chaîne repose sur le système budgétaire et fiscal de chaque Etat membre.

L'Europe n'existe que dans l'épaisseur réglementaire de la coordination des Etats qui eux-mêmes, prisonniers de leurs interdépendances négatives, en viennent à se regarder en chiens de faïences. Seule la Banque centrale européenne (BCE) s'avère capable d'une réponse authentiquement européenne, car non réductible à une somme de réponses nationales. C'est ainsi que Laurence Scialom et Baptiste Bridon-neau proposent l'annulation par la BCE d'une partie des dettes souveraines, conditionnée à l'investissement des marges budgétaires recouvrées dans l'économie de la transition écologique (« Le Monde », 10 avril 2020).

### Une démocratie européenne authentique

Mais c'est là encore oublier, outre la colère des peuples hostiles à toute action de cette nature, la résistance des cours constitutionnelles, à commencer par la Cour de Karlsruhe, face à ce qui s'apparenterait à une violation manifeste des traités européens, c'est-à-dire du principe démocratique des peuples souverains. Où que nous nous tournions, nous nous heurtons aux vérités de la démocratie. Toute coopération interétatique s'enferme dans les affaires de la négociation dont le résultat immanquablement contrevient au principe d'auto-législation de chacun.

Mais si la démocratie nationale limite toute coopération interétatique d'ampleur, une démocratie européenne authentique ouvrirait un nouvel espace d'action collective. C'est cette dimension qui n'est jamais jouée par les dirigeants français, sans doute parce qu'elle échappe à leur regard « économiciste ». La démocratie, à la différence de la souveraineté, n'est pas exclusive. Une démocratie européenne ne cannibalise pas les démocraties nationales. Encore faut-il lui donner sa propre substance politique, son propre kratos [« pouvoir »]. Celui-ci se trouve, comme pour toute démocratie, dans le prélèvement de l'impôt qui abonde un budget politique aux mains d'un Parlement élu.

Ainsi, dans cette période où s'entrouvre la fenêtre de l'histoire qui seule peut suspendre la tragédie des horizons, le combat à mener n'est pas celui des coronabonds, mais celui de la fiscalité européenne. La levée d'un budget politique européen ouvrirait un espace irréductible aux comptabilités interétatiques, une part européenne assignable aux seuls citoyens européens. L'enfer du couple solidarité-responsabilité ferait

alors place au « faire société ».

Nos amis américains sont nés du mot d'ordre « no taxation without representation », à nous Européens de naître du combat victorieux sous la bannière du « no representation without taxation ». Le saut politique se situe ici, et non dans la recherche vaine d'une inconsistante souveraineté européenne : fiscalisons le marché intérieur et décidons de ce que nous, Européens, voulons en faire.

Nicolas Leron est l'auteur, avec Michel Aglietta, de « La Double démocratie » (Seuil, 2017). Il a récemment publié « La gauche à l'épreuve de l'Europe » dans la revue « Le Débat » (mars-avril 2020).

**Cet article est paru dans Le Monde (site web)**

[https://www.lemonde.fr/idees/article/20/04/22/la-proposition-des-coronabonds-vire-au-chantage-sous-couvert-de-generosite-et-de-bon-sens-economique\\_6037382\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/20/04/22/la-proposition-des-coronabonds-vire-au-chantage-sous-couvert-de-generosite-et-de-bon-sens-economique_6037382_3232.html)

**Note(s) :**

Mis à jour : 2020-04-22 13:47 UTC +0200